

# Haute tension sur le marché

Articles

Le 1er avril 2006 |



Photo : Flémal

**Le gaz et l'électricité sont très importants pour nos sociétés. C'est aussi un marché énorme.**

**Les entreprises se battent sur ce marché pour en avoir la plus grosse part. Le mois dernier, le gouvernement français annonçait la création d'un géant de l'énergie, Suez-GDF. L'Etat français veut défendre ses entreprises. Cela ne plaît pas à l'union européenne. Cela plaît-il au marché ?**

Fin février, une grande entreprise italienne d'électricité, Enel, annonce une prochaine **OPA** sur l'entreprise Suez. En achetant Suez, Enel veut être propriétaire d'Electrabel, producteur et fournisseur d'électricité en Belgique. Electrabel appartient, à 100%, au groupe Suez. Pour empêcher l'OPA, le gouvernement français dit qu'il va fusionner Suez avec GDF. Si l'on additionne, les valeurs en bourse des deux entreprises, on arrive à plus de 70 milliards d'euros. Trop grosse somme pour Enel.

## Etat et marché

L'entreprise privée Suez est d'accord avec la fusion. Et l'Etat français a 80% des actions de GDF. Suez-GDF deviendrait le géant de l'énergie en Europe. Le gouvernement français défend, ce qu'il appelle, un **patriotisme** économique. L'annonce fait scandale. Un scandale parce que, dans l'Union européenne, il est mal vu qu'un Etat défende ses intérêts nationaux. Un scandale parce que la fusion Suez-GDF est contraire aux règles du marché libre de l'électricité. Un marché libre défendu par les autorités européennes. Il y a déjà une ouverture du marché électrique pour les industries. En 2007, ce sera le tour des particuliers. Nous pourrons donc choisir notre fournisseur d'électricité en toute liberté. Mais si le marché est tenu par seulement quelques grandes entreprises, quelle liberté aurons-nous ? Il n'y aura pas de vraie concurrence. Mais est-ce vraiment du patriotisme économique ?

D'abord, le gouvernement français parle de patriotisme économique

pour rassurer sa population. L'année dernière, les Français ont refusé la Constitution européenne. Un Etat qui défend ses entreprises, dans le grand marché européen, rassure les gens. Ensuite, le gouvernement français ne respecte pas ses propres lois. L'année dernière, l'Etat français a **privatisé** une partie de GDF. Il en était propriétaire à 100 %. En privatisant, le gouvernement avait dit que l'Etat garderait toujours au moins 70% de GDF. Dans le groupe Suez-GDF, il aurait moins de 40 % des actions. Enfin, l'OPA d'Enel n'a pas créé la fusion mais l'a seulement accéléré. On savait que le groupe privé Suez voulait créer un nouveau groupe avec le groupe public GDF. Ne parlons donc pas de patriotisme économique.

## **Haute tension**

Ceci dit, peut-on en vouloir au gouvernement français ? L'énergie est quand même un secteur important. En plus, Suez, c'est aussi l'eau et l'environnement. La France a donc voulu créer un « champion » industriel dans le secteur de l'énergie. Un secteur en plein bouleversement. Le groupe E.ON a annoncé une **OPA** sur la société espagnole Endesa. Endesa, elle même, visée par une autre entreprise espagnole... L'année dernière, Suez a racheté les 50 % d'actions qui lui manquait dans Electrabel. Dans les années à venir, il faudra être une grande entreprise pour jouer un rôle sur le marché du gaz et de l'électricité. Tous les spécialistes économiques sont d'accord là-dessus. La Commission européenne aussi. Mais la Commission préfère que ce soit le marché qui décide. Elle n'aime pas qu'un Etat de l'Union intervienne politiquement dans les règles économiques. C'est ce qu'a fait le gouvernement français.

Il n'est pas le seul en Europe à vouloir défendre ses industries même si elles sont privées. Si cela continue, cela peut créer un joyeux bordel. Il y a deux solutions. Ou bien, on laisse faire le marché. Ce qui veut dire qu'on laisse la politique de l'énergie aux mains d'entreprises de plus en plus grandes, de ses actionnaires et, disons-le, des intérêts financiers. Ou bien, on crée une véritable politique de l'énergie dans l'Union avec de grands projets industriels créateurs de richesse et d'emplois à plus long terme.

**Thierry Verhoeven**